

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-De-Marsan

Mont-De-Marsan, le 15/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SITCOM Côte Sud des Landes

Route de Capbreton
40230 Bénésse-Maremne

Code AIOT : 0005201464

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement SITCOM Côte Sud des Landes implanté Route de Capbreton 40230 Bénésse-Maremne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SITCOM Côte Sud des Landes
- Route de Capbreton 40230 Bénésse-Maremne
- Code AIOT : 0005201464
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'incinérateur de Bénésse-Maremne, exploité par le syndicat intercommunal pour le traitement et la

collecte des ordures ménagères (SITCOM), permet l'incinération des ordures ménagères (OM) collectées sur le périmètre de chalandise du syndicat. En conséquence des variations démographiques saisonnières de la côte landaise (tourisme), les OM sont stockées en balles pendant la période estivale sur la plateforme multi-matériaux voisine avant d'être réinjectées dans le four en basse saison.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 07/08/2023, article II.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
10	Rétention	Arrêté Ministériel du 20/09/2012, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 07/08/2023, article I.4	Sans objet
2	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 15	Sans objet
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 07/08/2023, article 2.6 et 2.7 + Arrêté ministériel du 20/09/2002, article 10.1	Sans objet
4	Vérification des systèmes de mesure	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Sans objet
6	Surveillance des sols	Arrêté Préfectoral du 07/08/2023, article II.5	Sans objet
7	Audit de conformité	Arrêté Préfectoral du 07/08/2023, article IV	Sans objet
8	Mise en place des meilleures techniques disponibles (MTD)	Arrêté Préfectoral du 07/08/2023, article II.10	Sans objet
9	Conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC)	Arrêté Préfectoral du 07/08/2023, article I.5	Sans objet
11	Surveillance des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 3.5 et 7.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est correctement entretenu et les émissions atmosphériques ne comportent pas de dépassements réglementaires.

L'exploitant maîtrise son installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2023, article I.4
Thème(s) : Situation administrative, Conformité
Prescription contrôlée : Article III.3.1 de l'arrêté préfectoral du 07/08/2023 [...] La chaleur produite est valorisée par production d'électricité et, le cas échéant, par valorisation de la chaleur. La quantité annuelle d'énergie dégagée par la combustion des déchets est de l'ordre de 236 GW.h, sur une année au cours de laquelle 91 000 t de déchets sont incinérés. La production annuelle d'énergie électrique est d'environ : • 7,47 GW.h consommée par l'usine elle-même ; • (dans le cas où l'énergie est valorisée uniquement en électricité, en l'absence de valorisation Chaleur) : 53 GW.h exportée sur le réseau électrique extérieur. [...]
Constats : Entre janvier et novembre 2025, l'incinérateur a fonctionné 7 188 h (disponibilité de 89,7 %) et 78 641 T de déchets ont été incinérées. 18 657 T de mâchefers et 2 694T de résidus d'épuration de fumées des ordures ménagères (REFIOM) ont été produits sur 2025. L'ensemble des capteurs, compteurs et remontées automatiques permettent de suivre l'activité de l'installation. 52 GWh d'électricité ont été produits dont 6 GWh pour l'autoconsommation du site et 46 GWh revendus à EDF. L'arrêt technique annuel a eu lieu entre les semaines 38 et 41. Entre 2024 et 2025, les intrants ont évolué, notamment la proportion de déchets verts et encombrants (DVE) est passée de 25 % à 23 % et la quantité des refus du tri mécano-biologique (TMB) BilTaGarbi a augmenté. Le pouvoir calorifique inférieur (PCI) moyen des intrants est passé de 2 381 kcal/kg en 2024 à 2 535 kcal/kg en 2025. Enfin, l'exploitant a diminué sa consommation de produits dédiés au traitement (ammoniaque et bicarbonate de sodium).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : [...] Les moyens de lutte contre l'incendie font l'objet de contrôles périodiques de leur état de bon fonctionnement par des organismes qualifiés. En dehors des essais des poteaux incendie, la fréquence de ces contrôles est au moins annuelle. Le SITCOM fait mesurer par un (ou des) organisme(s) qualifié(s), d'une part, la conformité des 5 poteaux précités à la norme NF S 62-200 et, d'autre part, les débits d'eau délivrés (sous 1 bar) par chaque poteau, en configuration d'utilisation simultanée de 2 poteaux. Au cours de ces essais, les différentes paires de poteaux utilisables simultanément (de manière réaliste, compte tenu des secteurs vulnérables au risque d'incendie) sont testées ; [...]. Les essais de performance des poteaux précités sont renouvelés, au moins tous les 5 ans. [..]
Constats : La détection incendie a été vérifiée en juin et en décembre 2025. Les extincteurs ont été vérifiés le 04/03/2025. Le rapport mentionnait des remarques à solder. L'exploitant a fourni le rapport « soldé » par mail du 12/12/2025. Les robinets d'incendie armés (RIA) ont été contrôlés le 05/03/2025 et les trappes de désenfumage le 27/03/2025. Les poteaux ont également été testés individuellement en 2025. Le prochain test en simultané de ces derniers étant prévu pour 2026. Les étiquettes sur les extincteurs et RIA sur site ne sont pas à jour et ne comportent pas la date de passage 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera à ce que son prestataire note son passage sur les étiquettes des équipements en plus de la remise du rapport de vérification.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2023, article 2.6,2.7 + arrêté ministériel du 20/09/2002, article 10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Article 2.6 : Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que les valeurs limites d'émission dans l'air fixées ci-dessous ne soient pas dépassées. Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
à une teneur en O₂ de 11 % sur gaz sec.
Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes ; ces valeurs limites sont opposables à compter du 03/12/2023 :

Paramètre (mg/Nm ³)	Rejet en sortie du four d'incinération	Période d'établissement de la moyenne
Poussières	5	moyenne journalière
COVT	10	moyenne journalière
CO	30	moyenne journalière
HCl	8	moyenne journalière
HF	1	moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage
SO ₂	40	moyenne journalière
NO _x	75	moyenne journalière
NH ₃	10	moyenne journalière
Cd+Tl	0,02	moyenne sur la période d'échantillonnage
Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V	0,3	moyenne sur la période d'échantillonnage
Hg (*)	0,02	moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage
PCDD/PCDF (ng I-TEQ/Nm ³)	0,06	moyenne sur la période d'échantillonnage (**) à long terme
PCDD/ PCDF + PCB de type dioxines (ng I-TEQ/Nm ³)	0,08	moyenne sur la période d'échantillonnage (**) à long terme

(*) Un suivi des valeurs demi-horaires supérieures à 0,04 mg/Nm³ pour les unités existantes, et à 0,035 mg/Nm³ pour les unités nouvelles sera réalisé.

(**) Lorsque l'échantillonnage à long terme comprend des périodes de conditions de fonctionnement autres que normales, la VLE reste applicable pour la moyenne de l'ensemble de la période d'échantillonnage. En cas de dépassement de la VLE, l'exploitant pourra indiquer la présence éventuelle de périodes OTNOC ayant impacté la mesure pendant la période de prélèvements.

Article 2.7 : Les mesures portent notamment sur les rejets atmosphériques identifiés à l'arrêté précédent du présent arrêté, telles que pour chacune le rejet en sortie de four de l'UVE :

Paramètre	Fréquence	Enregistrement	Méthodes de mesure (à préciser si nécessaire)
Débit	Continu	Oui	Normes EN génériques
O ₂	Continu	Oui	Normes EN génériques
H ₂ O ^(*)	Continu	Oui	Normes EN génériques
CO	Continu	Oui	Normes EN génériques
Poussières totales	Continu	Oui	Normes EN génériques et EN

			13284-2	
Composés organiques volatiles totaux (COVT)	Continu	Oui	Normes EN génériques	
SO ₂	Continu	Oui	Normes EN génériques	
NO _x	Continu	Oui	Normes EN génériques	
HCl	Continu	Oui	Normes EN génériques	
HF ^(**)	Continu	Oui	Normes EN génériques	
NH ₃	Continu	Oui	Normes EN génériques	
Cadmium (Cd) et ses composés + thallium (Tl) et ses composés	2 fois par an	Non	Normes EN génériques	
Mercure (Hg) et ses composés	2 fois par an ^(***)	Non	Normes EN génériques et EN 14884	
	Continu (a)	Oui		
Total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V et leurs composés)	2 fois par an	Non	EN 14385	
Dioxines et furanes	Semi-continu	Non	Normes EN génériques	
PBDD/PBDF (a)	Une fois tous les 6 mois	Non	Pas de norme EN	
PCB de type dioxines (a)	Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme	Non	Pas de norme EN	

* La mesure de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire lorsque les gaz de combustion sont séchés avant analyse des émissions.

** La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut ne pas être effectuée si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an.

*** Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm³.

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Au moins une fois par an pour les paramètres CO, poussières totales, COVT, SO₂, NO_x, HCl et NH₃, et deux fois par an pour le cadmium et le thallium, le mercure, les métaux et les dioxines et furanes, l'exploitant fait effectuer les mesures par un laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Les résultats en métaux doivent faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses.

Les rapports d'analyses sont transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations

classées en comparant les résultats obtenus aux normes fixées aux articles en vigueur. Les écarts font l'objet de commentaires, et des propositions pour rectifier d'éventuels écarts sont décrites, ainsi que les délais nécessaires pour leur mise en œuvre le cas échéant.

+ Article 10.1 de l'AM du 20/09/2002

« Indisponibilité des dispositifs de traitements des effluents : »

L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération ou de co-incinération, « de traitement » des effluents aqueux et atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées.

Sans préjudice des dispositions de l'article 9 e, cette durée ne peut excéder quatre heures sans interruption lorsque les mesures en continu prévues à l'article 28 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures. [...]

La teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/m^3 , exprimée en moyenne sur une demi-heure. En outre, les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées. Les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre doivent être respectées.

Constats :

CONSTATS 2024 :

L'exploitant procède à ses analyses en continu et semestrielles (mars 2024 et novembre 2024). 17 h de dépassement de valeurs limites d'émission (VLE) ont été enregistrées sur l'année 2023 (< 60 h autorisées).

Le rapport des analyses de novembre 2024 n'a pas encore été réceptionné par l'exploitant.

Le rapport des analyses semestrielles de mars 2024 a été transmis et ne relève pas de dépassement de VLE.

À noter, les paramètres PBDD/PBDF, PCB et benzo-(a)-pyrène n'ont pas été mesurés.

Néanmoins, l'exploitant indique avoir intégré le benzo-(a)-pyrène dans l'analyse de novembre 2024.

À noter également les coquilles rédactionnelles suivantes dans le tableau de VLE de l'article 2.6 de l'APC du 07/08/2023, qu'il conviendra de rectifier dans un prochain acte administratif : PCDD/PCDF (ng I-TEQ/Nm³) : 0,08 mg/Nm³ (installation existante), PCDD/PCDF + PCB de type dioxines (ng I-TEQ/Nm³) : pas de VLE.

Demande formulée à l'exploitant : L'exploitant transmettra le rapport d'analyse de novembre 2024 dès réception et avant le 31 janvier 2025. De plus, il veillera, sur les prochaines analyses semestrielles, à mesurer l'ensemble des paramètres mentionnés dans l'AP de 2023.

Constats 2025:

L'exploitant procède à ses analyses en continu et semestrielles. 18,5 h de dépassement de VLE 30 min ont été enregistrées sur l'année 2025 (< 60 h autorisées). Ces dépassements sont liés notamment à des phases de redémarrage (suite à l'arrêt technique en octobre, suite à un arrêt pour réparer une fuite sur la chaudière en janvier, suite à des variations de tension sur le réseau électrique ENEDIS qui faisait tomber l'usine en février (mise en sécurité de l'usine).

Les paramètres manquants en 2024 ont été ajoutés sur les analyses 2025 : PBDD/PBDF, PCB et benzo-(a)-pyrène.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 4 : Vérification des systèmes de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27

Thème(s) : Risques chroniques, conformité
--

Prescription contrôlée :

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.
--

Constats :

Suite à l'inspection 2024 et la mise en place récente de l'analyseur de mercure, les documents de calibrage de l'analyseur mercure en continu (QAL2) ont été fournis. En séance, les tests annuels de surveillance (AST) semestre 1 et 2 ont été consultés. La mise en œuvre d'une procédure QAL 2 (étalonnage et validation de l'analyseur) est programmé en 2026.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 5 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2023, article II.4

Thème(s) : Risques chroniques, eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article complètent les dispositions du point 30 de l'article 7 de l'arrêté du 23/05/2014 susvisé.

Article 2.4.1 - Effets sur les eaux souterraines

L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines selon les modalités définies dans les articles ci-après.
--

Article 2.4.2 - Implantation des ouvrages de contrôle des eaux souterraines
--

L'exploitant surveille et entretient les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.
--

Article 2.4.3 - Réseau et programme de surveillance
--

Le réseau de surveillance se compose a minima de 5 piézomètres (ou ouvrages équivalents : puits...) : 1 situé en amont hydraulique et 4 autres situés en aval hydraulique.
--

Le plan d'implantation des ouvrages piézométriques est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance.

Pour chacun des piézomètres de contrôle, il est procédé pour chacune des périodes de hautes et basses eaux, et chaque jour pendant une semaine suite à chaque incident notable, à au moins une analyse des paramètres mentionnés à l'article suivant.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE...).

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Les résultats sont conservés pendant une période de 5 ans, et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. L'inspection des installations classées est immédiatement informée de toute évolution significative d'un paramètre mesuré.

En cas de pollution des eaux souterraines, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour faire cesser le trouble constaté, et signale toute anomalie dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

Article 2.4.4 - Programme analytique de suivi de la qualité des eaux souterraines

Les paramètres suivants sont analysés, lors de chaque campagne semestrielle de suivi de la qualité des eaux souterraines et au droit de chacun des piézomètres concernés :

- DCO, COT, DBO5, MES, Conductivité, potentiel Red/ox
- Azote Kjeldahl, ammonium
- Phosphore total
- Chlorures
- Sodium
- Hydrocarbures totaux (fraction carbonée C5-C40)
- HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)
- Métaux : Chrome, Arsenic, Mercure, Cadmium, Manganèse, Thallium, Etain, Cuivre, Nickel, Cobalt, Vanadium, Zinc, Plomb,
- Coliformes totaux, Escherichia Coli

Constats :

Les analyses d'eaux souterraines témoignent toujours d'une augmentation du paramètre Arsenic entre l'amont et l'aval de l'installation (PZ1 et PZ2). Par son courriel du 12/12/2025, l'exploitant indique entamer une réflexion afin de tenter d'en déterminer l'origine.

Il est à noter que l'exploitant respecte les VLE Arsenic sur ses rejets d'eaux pluviales (cf. dernier point de contrôle).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'attachera à poursuivre l'analyse et l'interprétation des analyses eaux souterraines entre l'amont et l'aval du site et établit la date à partir de laquelle la dérive a été observée.

Il transmet le résultat de ses investigations sous 3 mois, accompagné d'un plan d'action pour

<p>résorber cette contamination en arsenic, s'il est avéré que cette dernière est issue des installations. L'exploitant effectue par ailleurs un comparatif avec les valeurs données par l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique (valeur limite de concentration en As : 100 µg/L).</p> <p>L'exploitant effectue également l'analyse sur l'ensemble des paramètres mesurés et notamment E. Coli constatés en augmentation en 2024. (valeur limite de concentration en E. Coli 20 000 UFC/100 mL).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Surveillance des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2023, article II.5
Thème(s) : Risques chroniques, sols
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant procède aux investigations environnementales complémentaires dans les sols, suivant un plan d'échantillonnage définissant le nombre de prélèvements ad hoc et les profondeurs pertinentes, et couvrant les paramètres pertinents à analyser (dont Chlorure, Sodium, HCT (fraction carbonée C5-C40), Métaux lourds, HAP, Ammonium), pour dresser un état des lieux de l'impact éventuel des activités réalisées dans le périmètre IED de l'établissement.</p> <p>À l'issue de ces investigations et au plus tard neuf mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection un rapport détaillant le résultat des investigations menées dans les sols, les gaz du sol.</p> <p>S'il s'avère que la réalisation desdites investigations ne s'avèrent pas nécessaires, l'exploitant adresse à l'inspection son analyse dans un mémoire justificatif étayé démontrant la non éligibilité de réalisation des investigations dans les sols et les gaz du sol.</p> <p>Si les investigations supra ont été réalisées, le rapport en découlant devra également détailler le cas échéant, les mesures de gestion de la pollution à mettre en œuvre pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> -en premier lieu, supprimer les sources de pollution sur la base d'un bilan « coûts - avantages » décrivant les possibilités techniques et économiques correspondantes en y associant éventuellement des critères sociaux, environnementaux et sanitaires ; -sinon et en second lieu, désactiver ou maîtriser les voies de transfert dans la même approche ; -au-delà de ces premières mesures, gérer le site dans l'objectif de le rendre compatible avec son usage futur ; -contrôle et suivre l'efficacité des mesures de gestion, notamment par la surveillance périodique des milieux ; -assurer la conservation de la mémoire et la restriction d'usage.

Si des mesures de gestion d'une éventuelle pollution sont à décliner, ces dernières devront l'être suivant un calendrier raisonnable et adapté aux enjeux ; approuvé par l'inspection.

Constats :

Demande formulée à l'exploitant en 2024 : L'exploitant fournit une interprétation détaillée des analyses de sols réalisées en 2024 et un comparatif avec les années précédentes sous 1 mois. L'exploitant propose un plan d'échantillonnage pour la réalisation des analyses de sol en profondeur prescrites à l'article 11.5 de l'APC du 07/08/2023 sous 1 mois (cette prescription fait suite à la remise du rapport de base de 2020 qui concluait que les analyses fournies dans ce cadre étaient des analyses des retombées atmosphériques et que « Ces analyses sont pertinentes vis-à-vis de l'objectif de ces mesures à savoir établir un suivi des retombées atmosphériques des polluants potentiellement émis lors de l'incinération. Toutefois, ces analyses ne permettent pas d'établir la qualité des sols au droit du périmètre IED du site, notamment vis-à-vis des substances et mélanges pertinents présent sur le site. Il conviendrait de réaliser un diagnostic des sols complémentaires au droit de l'UVE et d'étendre le spectre analytique en prenant en compte l'ensemble des substances pertinentes identifiées dans ce rapport : Chlorure, Sodium, HCT, Métaux lourds, Ammonium.... ». L'exploitant fait ensuite réaliser ces analyses et transmet leurs résultats sous 2 mois. À défaut, et conformément à l'article 11.5 de l'APC du 07/08/2023, il transmet un mémoire justificatif pour justifier l'absence de nécessité de ces analyses sous 1 mois.

Constat 2025 :

L'exploitant indique choisir la réalisation d'un mémoire justificatif de l'absence de nécessité des analyses de sol au vu du revêtement étanche de l'intégralité du site (bitume).

Le 26 mars 2025, l'exploitant transmet un document nommé « Mémoire justificatif de l'absence de la nécessité d'effectuer la surveillance des sols ». Ce document mentionne, en toute dernière page, les raisons justifiantes, pour l'exploitant, de l'exonération de la réalisation d'investigation complémentaire des sols en profondeur. Ces éléments sont les suivants :

- Absence de toute utilisation industrielle antérieure au site actuel ;
- Sols imperméabilisés à 75 %;
- Absence de rejets d'eau industrielle ;
- Maîtrise du rejet des eaux pluviales ;
- Suivi environnemental régulier avec prélèvement à la surface des sols.

De plus, il est rappelé que le rapport de base mentionne les éléments suivants :

« Aucune investigation n'est jugée nécessaire dans le cadre de la démarche Rapport de base étant donné que :

- *Les substances issues des déchets ordures ménagères, les REFIOMS et les mâchefers ne font pas l'objet d'un classement CLP et sont donc jugées non pertinentes au titre du rapport de base.*
- *L'acide chlorhydrique, la soude et l'eau ammoniacale sont bien des substances CLP, cependant, étant stockées sur des zones étanches y compris les zones de dépotage, il n'apparaît pas nécessaire de réaliser des investigations complémentaires pour les raisons*

suivantes :

- L'acide chlorhydrique et la soude ne sont pas classées dangereuses pour l'environnement,
- Une pollution des sols passe nécessairement par une pollution des surfaces et le vecteur « eaux pluviales ». Or les eaux pluviales sont collectées et analysées avant rejet ou utilisation. Dès lors, une pollution par les substances concernées est immédiatement repérable via le pH de ces dernières puisqu'il s'agit d'acide ou de base. Les contrôles du site attestent d'un bon état des étanchéités, et donc de la bonne collecte de ces eaux. Par conséquent, l'exploitant n'envisage pas de leur porter atteinte. Enfin, l'ensemble de ces stockages sont réalisés dans le bâtiment d'exploitation.

Aucun programme d'investigation n'est donc jugé nécessaire par l'exploitant à l'issu de ce diagnostic. »

Il est rappelé à l'exploitant que le rapport de base constitue une photographie, à un moment T, de l'état du sol et des eaux-souterraines. Ici, l'état du sol n'a pas été caractérisé dans le rapport de base, du fait de l'apparente impossibilité de contamination par l'installation. En conséquence, l'état du sol est considéré par défaut comme étant sain. C'est ce même état qui servira de référence pour une réhabilitation, si des pollutions du sol sont découvertes au moment de la cessation des activités du site.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 7 : Audit de conformité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2023, article IV

Thème(s) : Situation administrative, conformité

Prescription contrôlée :

Au plus tard le 30 mars 2024, l'exploitant réalise une évaluation de la conformité de ses installations par rapport aux dispositions du présent arrêté et à celle de l'arrêté ministériel du 12/01/2021 susvisé.

En cas de non-conformités, l'exploitant établit un plan d'actions qu'il communique à l'inspection en justifiant l'acceptabilité des échéances qu'il a retenues pour se mettre en conformité.

Constats :

L'exploitant a fourni un audit de conformité par courriel du 26/03/2025. Il mentionnait deux non conformités : les analyses de sols à réaliser (cf.point ci-avant) et la mise en place d'un système de management environnemental (cf. point ci-après).

Les procédures OTNOC ont été mises en place depuis.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mise en place des meilleures techniques disponibles (MTD)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2023, article II.10

Thème(s) : Situation administrative, conformité

Prescription contrôlée :

Au plus tard pour le 03/12/2023 (sauf pour la MTD 1 où le délai est porté au 03/12/2024), l'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à son installation au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) en novembre 2020 et reprise dans l'arrêté ministériel du 12/01/2021 susvisé.

En outre, il respecte ses engagements pris dans son dossier de réexamen susvisé et met en place les dispositions suivantes suivant la même échéance que citée supra :

-MTD 1 - mettre en place un système de management environnemental au plus tard pour le 03/12/2024.

-MTD 4 - mettre en conformité son programme de surveillance des rejets atmosphériques conformément à la MTD 4 : une surveillance continue pour le mercure (Hg) / une mesure annuelle du benzo-(a)pyrène.

-MTD 5 / MTD 8 - rédiger un plan d'assurance qualité des périodes OTNOC (MTD 5 / MTD 18), avec :

identification des périodes en conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) (et revue périodique de la liste des OTNOC).

OTNOC : Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC)

suivi des émissions lors des périodes OTNOC.

identification des causes et des conséquences.

mise en place d'actions en adéquation.

enregistrement des données.

-MTD11 - procéder à un échantillonnage représentatif soit sur un camion d'apport ou sur un mélange grappin, avec analyse des teneurs demandées (PCI, humidité, teneur en inerte, métaux, Cl, Br, F, ...), selon un protocole d'échantillonnage (déterminant la fréquence adaptée et la méthodologie).

-MTD12a - formaliser un plan de contrôle de l'état des surfaces imperméables, et à enregistrer les résultats et observations suite aux contrôles effectués, notamment l'étanchéité de la fosse à déchets ; Cette MTD ne s'applique pas si la surveillance piézométrique est réalisée par campagne semestrielle et (condition cumulative) si la qualité des eaux souterraines ne présente pas d'anomalies par rapport aux valeurs de références prises en compte par la laboratoire ;

-MTD20 - NEA MTD - atteindre les niveaux de performance énergétique demandés (efficacité de production électrique brute /efficacité de valorisation énergétique brute).

-MTD25 à 31 - NEA MTD - respecter la valeur limite d'émissions du BREF telle que présenté dans le tableau à la section 4.2.1.

[...]

L'exploitant s'assure que ces mesures sont respectées en toutes circonstances sauf à revoir préalablement l'évaluation de conformité aux MTD en vigueur.

Constats :

Suite à l'inspection 2024, les MTD 1 (système de management environnemental) et MTD 5 (procédures OTNOC) restaient à mettre en place.

En ce qui concerne la MTD n°1, un audit interne pour la certification ISO 14 001 a eu lieu en novembre 2025. L'audit officiel est prévu en avril 2026. La MTD n°1 n'est donc pas encore mise en place mais son déploiement est planifié.

Concernant les OTNOC, cf. point de constat ci-dessous.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2023, article I.5

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Article 1.5.1 - Plan de gestion des OTNOC

L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an et par ligne du traitement, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :

mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;

mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;

examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.

Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.

Article 1.5.2 - Évaluation périodique des OTNOC

L'évaluation périodique consiste en :

la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ;

l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ; la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ;

l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si

nécessaire.

Article 1.5.3 - Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC)

Durant les conditions OTNOC, l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.

Constats :

Un plan de gestion des OTNOC a été présenté à l'inspection conformément à ce qui a été demandé lors de l'inspection 2024.
En 2025, l'exploitant a enregistré 45 h de OTNOC dont 18 h liées à des phases de démarrage. L'exploitant est équipé d'une GMAO permettant d'avoir un suivi et un plan de maintenance à jour. Le logiciel permet également d'accéder à l'historique des actions réalisées par équipement. L'exploitant possède un registre de suivi des OTNOC consignait la durée, le dépassement de VLE, l'origine et les axes d'amélioration. En 2025, la plupart des OTNOC sont attribuées aux défauts de tension observés sur le réseau ENEDIS qui ont imposé des phases de redémarrage du process d'incinération.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2012, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention

Prescription contrôlée :

Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux d'entreposage ou de traitement des déchets doit être revêtu de béton ou de bitume, ou de matériaux ayant un niveau d'étanchéité similaire et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.

Constats :

Dans le local accueillant la cuve d'ammoniac, la résine censée assurer l'étanchéité de la rétention béton se décolle et est dégradée. L'étanchéité n'est plus assurée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fera expertiser le décollement de la résine et procédera aux réparations nécessaires pour rétablir l'étanchéité de la rétention sous 2 mois. Il transmet une photographie de la zone réparée à l'issue.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Surveillance des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 3.5 et 7.5	
Thème(s) : Risques chroniques, eaux pluviales	
Prescription contrôlée :	
<p>[...] Les eaux pluviales ne peuvent être rejetées que si elles respectent les caractéristiques suivantes:</p> <p>-pH compris entre 5.5 et 8.5</p> <p>-couleur: modification de la coloration du lieu récepteur inférieure à 100 mgPt/l</p> <p>-exemptes de matières flottantes</p>	
Paramètres	Concentration maxi (mg/L)
DBO5	25
DCO	125
COT	40
MES	30
Azote NTK	15
Hydrocarbures totaux	5
Fluorures	5
AOX	2
Dioxines et furannes	0.3 ng/L
As	0.01
cd	0.01
Cr	0.05
Cu	0.1
Hg	0.01
Ni	0.1
Pb	0.05
Zn	0.5
CN libres	0.05
TI	0.01
ART 7.2 : l'analyse des eaux pluviales est à réaliser de manière semestrielle.	
Constats :	
Par courriel du 12/12/2025, l'exploitant a transmis les résultats des analyses des eaux pluviales pour les semestres 1 et 2 en 2025. Les résultats ne témoignent d'aucun dépassement.	

Type de suites proposées : Sans suite